



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

Arrêté n° 208-DDPP-24 complémentaire relatif à l'exploitation du stockage des résidus solides de minerais d'uranium du site des Bois Noirs Limouzat à Saint-Priest la Prugne et exploitée par la société Orano Mining

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1er du livre V ;
Vu le code de l'environnement, livre II, notamment ses articles R. 214-112 à R.214-128 ;
Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6, L. 214-18 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
Vu le code de l'environnement, livre V, notamment son article R.512-62 ;
Vu la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerais d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;
Vu l'arrêté n° 188-DDPP-24 du 24 juin 2024 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
Vu l'arrêté préfectoral n°49-DDPP-17 du 31 janvier 2017 portant réalisation d'une étude d'impact et d'une étude de dangers sur l'ancien site des Bois Noirs Limouzat ;
Vu l'arrêté préfectoral n°50-DDPP-17 du 31 janvier 2017 portant actualisation réglementaire de l'ancien site des Bois Noirs Limouzat au titre de la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté préfectoral n°271-DDPP-22 imposant à Orano Mining de déposer un dossier d'autorisation environnementale portant sur le réaménagement en couverture solide de son site des Bois Noirs Limouzat à Saint-Priest-La-Prugne sous 24 mois ;
Vu l'étude d'impact du site des Bois Noirs Limouzat, datée du 15 décembre 2018, établie par Arcadis ;
Vu le courrier d'Orano Mining du 18/03/2024 relatif à une demande de prorogation du délai de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale ;
Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL du 11 juin 2024 ;
Vu la consultation d'Orano Mining sur le projet d'arrêté par courrier du 25 juin 2024 ;
Vu les observations émises sur ce projet d'arrêté par l'exploitant ;

CONSIDERANT que le stockage des résidus solides de minerais d'uranium du site des Bois Noirs Limouzat à Saint-Priest-La-Prugne conduit au rejet d'eau chargée en radium et en uranium lors d'épisode de fortes pluies ;

CONSIDERANT que le scénario de couverture sous stockage solide des résidus miniers radioactifs ressort selon l'étude d'impact visée ci-dessus comme le scénario le mieux noté parmi les différentes options de couverture ;

CONSIDERANT que le code de l'environnement prévoit que lorsque les prescriptions de l'autorisation sont fixées sur la base d'une meilleure technique disponible qui n'est décrite dans aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables l'arrêté d'autorisation fixe des

prescriptions assurant que la technique visée garantit un niveau de protection de l'environnement équivalent à celui résultant des meilleures techniques ;

CONSIDERANT que la mise en place d'une couverture solide des résidus solides de minerais d'uranium du site des Bois Noirs Limouzat à Saint-Priest-La-Prugne supprime les rejets d'eau chargée en radium et en uranium en provenance du grand bassin et supprime les risques accidentels liés à la présence d'un barrage de grande hauteur ;

CONSIDERANT qu'ORANO Mining demande dans son courrier du 18/03/2024 une prorogation du délai de dépôt de son dossier d'autorisation environnementale au 03/08/2025 pour lui permettre de réaliser les études constitutives de son dossier et de mener une concertation, à l'initiative d'Orano Mining, avec les parties prenantes en complément de la préconcertation qui s'est tenue de novembre 2023 à février 2024 ;

CONSIDERANT que la loi industrie verte impose désormais une consultation du public lors de la réception du dossier et que le mois d'août n'est pas une période favorable au recueil de l'avis de public ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRETE

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté n°271-DDPP-22 susvisé est abrogé.

Article 2 : ORANO Mining déposera un dossier d'autorisation environnementale portant sur le réaménagement en couverture solide de son site des Bois Noirs Limouzat à Saint-Priest-La-Prugne au plus tard le 30 juin 2025.

Article 3 : ORANO Mining présentera le tracé retenu pour assurer la continuité écologique de la Besbre avant le 30 juillet 2024 avec les éléments dont la société dispose à date.

Article 4 : Orano Mining présentera sous forme d'un rapport intermédiaire ou présentation l'avancée des études au 30 janvier 2025, et plus particulièrement les résultats préliminaires :

- des investigations géotechniques et hydrogéologiques par géophysique et forages,
- de l'étude hydrogéologique spécifique au nouveau tracé,
- de l'étude radiologique de la future couverture solide, et
- des essais de traitement des boues de la station basse et les prévisions concernant l'alvéole de stockage des boues.

Article 5 : Orano Mining devra inclure dans le dossier d'autorisation environnementale les éléments permettant de démontrer l'absence de débordement du nouveau tracé de la Besbre sur le stockage de résidus miniers uranifères dans le cas d'une crue quinquennale ainsi que la stabilité géotechnique de la couverture solide, notamment la tenue de cette couverture face à des épisodes météorologiques extrêmes.

Article 6 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 : Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de St-Priest la Prugne et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de St-Priest la Prugne pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de St-Priest la Prugne fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Délais et voies de recours (Art. L.514-6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans la Loire de la présente décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la Protection des Populations – 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Etienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation ou d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 9 : Exécution

Le Sous-préfet de Roanne, le Directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de St-Priest la Prugne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Saint-Étienne, le 2 juillet 2024

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
Pierre CABRIDENC

Copie :
Sous-préfecture de Roanne
Mairie de St-Priest la Prugne
DREAL Uid 42-43
Archives

